

# Safran Landing Systems Villeurbanne

## Conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs

*Date de la contribution : 22/05/2024*

### Périmètre du dispositif de modification de la puissance de raccordement

**Question 1 :** Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB) ?

Oui, ok sur les catégories proposées.

### Niveau de la puissance de raccordement du client après modification par le gestionnaire de réseau

**Question 2 :** Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?

Non.

La formule ne prend en compte que l'historique du passé. Elle ne permet pas de tenir compte des évolutions futures des besoins identifiés par le client (augmentation de charge, investissements prévus,...).

**Question 3 :** Etes-vous favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule ?

Non.

Cf réponse question 2. Proposition de tenir compte aussi des besoins identifiés sur le futur (2 à 5 ans) et non uniquement sur le passé.

**Question 4 :** Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

Non.

Cf réponses 2 et 3. Une mise à jour automatique annuelle devrait être validée par le client/souscripteur.

### Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une nouvelle installation par les gestionnaires de réseaux

**Question 5 :** Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?

Oui.

Une modification de la puissance de raccordement, si elle est agréée entre le client/souscripteur et le gestionnaire de réseau, peut être basée sur des durées de 2 ou 5 ans.

**Question 6 :** Etes-vous favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation ?

Non.

La modification doit être validée par la signature d'une convention entre les parties (client et gestionnaire).

### Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une installation existante par les gestionnaires de réseaux

**Question 7 :** Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes

# Safran Landing Systems Villeurbanne

soit réalisée de manière automatique ?

Non.

Cf réponses 2 et 6.

**Question 8 :** Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée sans indemnisation ?

Non.

Le raccordement a été financé en partie par le client pour une puissance donnée. Une réduction de la puissance de raccordement doit faire l'objet d'une indemnisation associée à une mise à jour de la convention.

**Question 9 :** Etes-vous favorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée ?

Oui.

A condition que cette indemnisation soit identifiée sur la convention dès le moment où la réduction de puissance de raccordement est effective. L'indemnisation devrait être définie en fonction du pourcentage de la puissance cédée et doit faire l'objet d'un accord entre le client et le gestionnaire, permettant que le client puisse tenir compte de ses projets et évolutions futures.

**Question 10 :** Etes-vous favorable à la limitation dans le temps du droit à une indemnisation pour un utilisateur faisant une demande d'augmentation de puissance ?

Oui.

Durée doit être à long terme, notamment durée de vie des matériels des installations.

**Question 11 :** Une durée comprise entre 2 ans et 5 ans pour que les utilisateurs puissent formuler une demande d'augmentation de puissance et bénéficier d'une indemnisation vous paraît-elle cohérente ?

Non.

La durée est bien trop courte notamment pour supporter les projets dans l'industrie qui se définissent et s'amortissent sur du long terme.

**Question 12 :** Considérez-vous, dans le cas où une indemnisation serait versée à l'utilisateur, que cette dernière devrait, ou non, être dégressive en fonction de son ancienneté ?

Non.

L'industriel/le client et le gestionnaire entretiennent les installations pour les maintenir en parfait état de fonctionnement à leur puissance initiale. Il semble inadéquat d'appliquer une vétusté.

**Question 13 :** En cas d'indemnisation selon l'option 2.1, êtes-vous favorable à la méthode de détermination des montants d'indemnité proposée par la CRE ?

Non.

Ceci ne tient pas compte des coûts réels à la date de la demande de retour à la puissance initiale (inflation, coûts matière, main d'œuvre, ...).

**Question 14 :** Que pensez-vous des forfaits obtenus pour les réseaux de transport et de distribution ? Êtes-vous favorable à l'application du même forfait pour l'ensemble des GRD ?

Non.

En cas de non connaissance du passé, l'indemnisation doit être basée sur des coûts actualisés.

**Question 15 :** Question 15 Etes-vous favorable la durée N moy de 25 ans considérée dans le cas où la date du

# Safran Landing Systems Villeurbanne

raccordement de l'utilisateur n'est pas connue ?

Pas d'avis particulier.

**Question 16 :** Si une indemnisation est versée aux utilisateurs concernés, quelle méthode d'indemnisation vous paraît la plus adaptée (en fonction de la participation initiale du client ou des coûts des nouveaux travaux nécessaires) ?

La méthode devrait être basée sur des coûts actualisés donc ceux des nouveaux travaux nécessaires.

**Question 17 :** En cas d'indemnisation selon l'option 2.2, êtes-vous favorable au pourcentage de 40 % du coût des travaux à la charge de l'utilisateur pour déterminer le montant de l'indemnisation ?

Oui.

**Question 18 :** Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?

Le dispositif proposé doit permettre au client de définir ses niveaux de puissance de raccordement en fonction de ses utilisations et projets futurs (et non uniquement le passé). Il doit aussi permettre de récupérer la puissance initiale sans frais complémentaires, même si celle-ci a été réduite temporairement. Toute évolution doit faire l'objet d'un accord via une convention de raccordement mise à jour, agréée par le client et le gestionnaire.